

L'invité de DP

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 980

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Le silence est d'or

Avec 5% de hausse de l'indice des prix à fin décembre, la Suisse ne se situe plus que dans la moyenne européenne, alors qu'elle était auparavant, avec la République fédérale d'Allemagne, l'élève modèle du continent.

Ce résultat médiocre, si régulièrement aggravé par la hausse constante des taux hypothécaires, devrait susciter réflexions et propositions sur l'opportunité de la politique économique suivie jusqu'à présent.

La Banque nationale perd le contrôle

Il est devenu évident que la politique monétaire de la Banque nationale, qui doit officiellement assurer la stabilité des prix et du cours du franc, ne réalise ni l'un ni l'autre. Le délai normal d'attente, estimé habituellement à quelque 18 mois entre le moment où les décisions sont prises (été 1988) et celui où elles doivent produire leurs effets, est atteint. Durant ce laps de temps, cependant, la situation s'est plus dégradée qu'améliorée.

Et nous ne sommes pas au bout de nos peines. Dans ses *Perspectives pour 1990*, la Commission fédérale pour les questions conjoncturelles écrit que la politique de la Banque nationale «ne devrait porter ses fruits qu'en 1991 seulement». Ce pronostic, émis en décembre dernier, est aujourd'hui déjà dépassé. Loin de se calmer, le marché monétaire et celui des capitaux poursuivent leur dangereuse ascension. Les crédits commerciaux se situent naturellement à un taux net de 10%, ce qui constitue un record absolu de la période d'après-guerre. La Société de banque suisse émet un emprunt à 10 ans à 7%. Ce ne sont donc plus seulement les taux courts (à une année ou moins) qui sont touchés, mais aussi, désormais, les taux longs.

La Banque cantonale de Zurich et l'Union de banques suisses qui ont

les deux plus importants portefeuilles hypothécaires du pays, ont donné le signal d'un troisième relèvement des taux en une année. D'autres banques ont annoncé qu'elles ne suivraient pas le mouvement. Pourront-elles tenir et combien de temps?

Arrêtés psychologiques

Les arrêtés fédéraux urgents pour lutter contre la spéculation foncière ont une portée plus politique, ou psychologique, qu'effective. Du point de vue de la politique conjoncturelle, leur efficacité reste très limitée. Le crédit n'étant pas restreint, et les gains potentiels escomptés dépassant largement le coût de l'emprunt, les spéculateurs n'ont aucune raison de ne pas se servir.

Interpellé pour savoir si la Confédération interviendrait dans le secteur hypothécaire, le chef du Département fédéral de l'économie publique s'est contenté l'année dernière de déclarer que les banques devraient faire preuve de modération. Pas question cependant d'envisager un blocage des loyers. Ainsi, le mouvement inflationniste déjà enclenché va s'accélérer. Par contagion et par anticipation, il va toucher toutes les activités et tous les secteurs économiques.

Le fait qu'on en soit arrivé à une telle situation est une indication que la politique monétaire de la Banque nationale ne peut suffire seule à empêcher des dérapages programmés. L'action sur la masse monétaire et les taux d'intérêt est généralement adéquate lorsque la conjoncture évolue de manière équilibrée. Elle ne l'est plus lorsqu'on est en présence de dérèglements en profondeur du système.

Les vrais remèdes

D'autres moyens sont pourtant à disposition, en particulier le contrôle des crédits et de leur taux de croissance, que ce soit pour l'ensem-

ble de l'économie ou pour certaines branches particulières. Vers fin 1988- début 1989, cette mesure aurait dû être prise. La FOBB l'avait d'ailleurs demandée. En combinaison avec la politique monétaire, elle aurait permis de freiner les mouvements spéculatifs et les emballements du crédit auxquels nous avons assisté et qui ont amené la Banque nationale à constamment durcir sa politique. L'inconvénient majeur est évidemment que le contrôle du crédit est une mesure interventionniste, ce qui la rend d'emblée suspecte auprès des milieux dirigeants. Mais il faut vraiment avoir leur esprit tordu pour considérer comme «conforme au système» l'interventionnisme de la Banque nationale, dont l'efficacité est douteuse tant elle est lente à produire ses effets, et pour rejeter quasi a priori d'autres mesures interventionnistes qui pourraient nous épargner un processus inflationniste. L'absence de débat sur ce sujet reflète-t-elle une paralysie de nos esprits ou est-elle l'expression d'une adhésion si profonde au système que nous en perdons tout sens critique? Ce silence radio indique en tout cas qu'il n'y a pas foule pour remettre en cause l'idée qu'une bonne petite inflation, de temps à autre, qui dure ce qu'elle doit durer, est très utile pour remettre les compteurs à zéro.

Et si en plus il est possible de n'en pas trop parler pour éviter de faire des vagues, on parvient, situation vraiment idéale, à faire l'impasse sur le délicat sujet de la répartition des coûts de l'inflation, qui se fait au détriment des épargnants et des petits revenus, mais au profit des emprunteurs et des détenteurs de biens réels, tels que terrains et immeubles. Il y a des situations où le silence est vraiment d'or.

Jean-Pierre Ghelfi

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Pierre Ghelfi est économiste et député au Grand Conseil neuchâtelois.

Dossier – La fièvre et ses remèdes